

BENAÏSSA À PROPOS DE LA DISTRIBUTION DE LA POUDRE DE LAIT SUBVENTIONNÉE

«Nous ne sommes plus dans une logique de quotas»

Malgré la hausse de la production de lait cru durant l'année 2011, la facture de l'importation de la poudre de lait continue d'augmenter. Le ministre de l'Agriculture, Rachid Benaïssa, pense qu'il est nécessaire d'approvisionner suffisamment le marché en cette matière première pour permettre à la filière lait d'évoluer dans un climat serein.

Mehdi Mehenni - Alger (Le Soir) - Une année après la promulgation du nouveau cahier des charges définissant le mode d'approvisionnement de la poudre de lait par l'Onil qui, entre autres, oblige les opérateurs privés d'intégrer le lait cru dans la production du lait en sachet, le ministre de l'Agriculture reste prudent et ne veut pas prendre de risque.

En effet, malgré la hausse de la production et de la collecte de lait cru durant l'année 2011, affirme Rachid Benaïssa, qui réunissait hier à Alger, le Comité interprofessionnel de lait (CIL), la facture de l'importation de la poudre de lait continue d'augmenter. Pour lui, il n'est pas question de prendre des risques tant que la filière ne s'est pas encore assez structurée.

«Nous avons actuellement environ 34 laiteries qui utilisent uniquement le lait cru, et nous arriverons graduellement à la réduction de l'importation de la poudre de lait. Mais ce n'est pas encore le moment, d'abord parce qu'il s'agit d'un produit stratégique et ensuite la filière a besoin d'évoluer dans un climat serein. Procéder à la réduction de l'importation de la poudre de lait une année après la réorganisation de la filière serait mettre ses différents acteurs sous pression», a-t-il expliqué. Rachid Benaïssa fera également savoir que, jusqu'à la fin 2011, sur 140 laiteries publiques et privées, pas moins de 114 se sont conventionnées avec l'Onil. Par ailleurs, interrogé sur le cas de certaines laiteries qui dénoncent une répartition non équitable de la poudre de lait par l'Onil, le ministre a dit que la filière n'est plus dans une logique de quotas et que les opérateurs

privés conventionnés à l'Onil doivent comprendre que le but est d'arriver à une autosuffisance en matière de production nationale de lait cru.

«Dès le départ, nous avons été clairs. Celui qui procède le

plus à la collecte de lait cru aura un plus grand tonnage de poudre subventionnée. La répartition de cette matière première obéit à des critères bien définis. Celui qui veut se conformer est le bienvenu, sinon ceux qui ont monté des laiteries pour bénéficier de la poudre subventionnée n'ont qu'à aller la chercher ailleurs.» Pour rappel, la Fédération agroalimentaire avait réuni le lundi 26 décembre 2011 les producteurs de lait du secteur privé pour discuter des problèmes de la

filière. Beaucoup d'opérateurs privés avaient dénoncé le rapport entre l'Onil et ses clients-partenaires.

Certains producteurs continuent de dénoncer la distribution non équitable de la poudre subventionnée entre les laiteries privées. «Ce n'est pas normal que l'on ne me donne pas plus de 70 tonnes de poudre alors que certains opérateurs privés qui ont les mêmes capacités de production que moi prennent plus de 300 tonnes mensuellement.

Pourtant, je procède au même titre qu'eux à la collecte de lait cru», a dit un opérateur privé, interrogé hier, en marge de la réunion qui a regroupé le ministre avec le CIL.

Enfin, Rachid Benaïssa, et sans citer de noms ou de parties, a lancé devant l'assistance : «Nous avons besoin d'un climat professionnel et non de menaces... Car, méfiez-vous, ceux qui essayent d'agiter la filière le font pour se sucrer !»

M. M.

BENHAMADI L'A ANNONCÉ À PARTIR DE TARF

La téléphonie 3G au premier semestre 2012

Moussa Benhamadi a affirmé que la wilaya d'El Tarf va bénéficier dans les prochains jours d'un programme spécial d'investissement, particulièrement dans les télécoms, pour rattraper les retards et mettre le secteur au diapason des autres wilayas.

«Le dossier de la téléphonie 3G a été ficelé depuis septembre 2011 et nous avons reporté l'appel d'offres pour des considérations d'équité et pour ne pas léser un des opérateurs. Certes, nous avons passé en revue plusieurs options. Il faut savoir que nous avons 3 opérateurs sur le marché. De fait, nous avons décidé de fixer un montant étudié pour l'obtention de la licence 3G et de la donner aux trois opérateurs contre le versement d'une redevance annuelle de 3 % prélevée sur leurs chiffres d'affaires, et ce, pour ne pas répercuter l'augmentation des prix sur le citoyen. Cette opération est prévue au 1^{er} semestre de cette année. Il va de soi que nos trois opérateurs arrivent à amortir leurs investissements, a indiqué, hier, le ministre de la Poste et des Technologies de l'information et de la communication (PTIC) lors d'un point de presse en marge de sa visite de travail et d'inspection dans la wilaya.

Interrogé sur l'accord de confidentialité et sur le montant d'achat de l'opérateur Djezzy, le ministre a révélé que «selon la loi en vigueur, l'Etat achètera 51% des actions de l'opérateur Djezzy. Nous n'avons pas encore

fait une estimation exhaustive de cette opération, laquelle est liée, par ailleurs, avec la connaissance du portefeuille dudit opérateur».

Pour ce qui est du projet de la banque postale Benhamadi, il a dit sans ambages que «le dossier est achevé et nous comptons le lancer au cours de cette année (2012). La Poste est présente partout, même dans les coins les plus reculés du pays. Il y a une grande épargne».

Sur un autre plan, le premier homme des PTIC affirmera que la wilaya d'El Tarf va bénéficier dans les prochains jours d'un programme spécial d'investissement, particulièrement dans les télécoms, pour rattraper les retards et mettre le secteur au diapason des autres wilayas. Cette opération sera menée de concert avec les services de la wilaya en prenant en compte tous les besoins en la matière des nouvelles cités en construction.

Concernant le volet humain, le ministre a martelé que «les jeunes diplômés travaillant dans le cadre du dispositif DAIP seront recrutés après trois années de travail dans les structures d'Algérie Poste et Algérie Télécoms. Il n'est pas normal qu'un jeune qui a acquis un savoir-faire après trois années de travail soit mis au chômage», a-t-il noté.

Abordant la problématique des équipements, le ministre a fait remarquer que «la wilaya accuse, certes, un déficit dans ce domaine, mais je vous assure qu'elle bénéficiera incessamment d'une extension du

nombre des GAB et DAB (guichets automatiques de billets et distributeurs automatiques de billets) ainsi que l'augmentation du nombre des visionneuses au niveau des bureaux de poste».

Concernant le dossier de la qualité de la connexion internet (ADSL) et de son débit, Benhamadi a piqué une colère noire, tout en sommant les responsables du secteur, dont le directeur régional d'Algérie Télécoms, de procéder dans les meilleurs délais à augmenter la bande passante et le débit desservi qui est actuellement de 200 mégas octets pour 7 000 abonnés à l'ADSL. «La connexion est médiocre, vous êtes en train de voler les gens. Qu'est-ce que vous attendez pour régler le problème», s'est-il exclamé.

Et d'ajouter que «l'université d'El Tarf aura une connexion de 8 mégas et le problème de la connexion Djawab se réglera dans 48 heures. De même, il est nécessaire de prendre en charge le problème des interférences téléphonique au niveau de la bande frontalière».

Il est à noter que pour le secteur de la poste, la wilaya d'El Tarf dispose de 50 établissements, de 48 bureaux postaux, 113 micros et de 337 agents avec une densité postale de 1 bureau de poste pour 9 000 habitants. Pour les télécoms, le secteur dispose de 45 672 équipements dont 35 064 sont utilisés, de 207 agents avec une densité de 8,3 pour le téléphone fixe.

Daoud Allam

LE DÉPARTEMENT DE BARKAT EXPLORE DE NOUVELLES DÉMARCHES

Cap sur le développement solidaire

Le ministère de la Solidarité nationale compte lancer bientôt un nouveau mécanisme de création d'emploi à caractère participatif. Le développement solidaire, une approche qui associe les habitants et les élus aux programmes de développements territoriaux, verra ainsi renforcer les différents dispositifs d'aide à l'emploi déjà existants.

Salima Akkouche - Alger (Le Soir) - Les chercheurs et enseignants universitaires spécialisés dans les sciences économiques et sociales, le mouvement

associatif, la société civile, les présidents d'Assemblées populaires communales ainsi que les directeurs régionaux de l'Agence de développement social (ADS), l'Agence nationale de gestion du micro-crédit (Angem), la Direction de l'action sociale (DAS) se sont réunis, hier, à Alger, afin d'arrêter une définition commune à ce nouveau concept. Un concept, souligne le responsable de l'information au ministère de la Solidarité, qui a déjà permis la création de près de 100 millions de postes d'emploi à travers le monde.

Cette démarche, explique le D^r Lahlou, directeur du développement solidaire et l'insertion sociale au ministère de la Solidarité, qui essaie de concilier trois

dimensions, notamment l'efficacité économique, l'équité sociale et la préservation de l'environnement, fera appel à la participation des compétences et des capacités existantes au niveau local pour créer des richesses pour le bien-être de la communauté.

«Ce n'est pas de l'assistanat mais il s'agit d'impliquer tout le monde, chacun dans son domaine, dans la mise en place d'un plan de développement dans son territoire adapté à la politique nationale», a-t-il souligné.

Ce programme peut être financé par les différents dispositifs, Angem, Ansej, collectivités locales, subventions publiques ou autres.

Cette nouvelle approche vise, selon ses initiateurs, à promouvoir des actions visant à favoriser l'auto-emploi, la lutte contre les fléaux sociaux, la protection de l'environnement, susciter des activités génératrices de revenus, renforcer les capacités des acteurs locaux pour orienter leurs actions vers la démarche projets et accompagner les populations vulnérables.

Son objectif, c'est aussi d'encourager à faire adhérer le citoyen à la dynamique socio-économique locale, décentraliser la prise de décision et promouvoir une économie sociale solidaire adaptée au niveau local.

S. A.